

LES ENSEIGNANTS GRÉVISTES TUNISIENS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DONNENT UNE LEÇON DE LUTTE...

Après des mois de grèves et de trêves entre les enseignants grévistes tunisiens et le ministère de l'éducation, un accord a été conclu permettant aux professeurs de bénéficier d'un départ anticipé à la retraite à 57 avec quelques aménagements et une augmentation salariale plus au moins satisfaisante. Cet accord a été arraché au gouvernement après des semaines et des semaines de tractations. On pourrait dire qu'il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus pour les enseignants du secondaire, qui y avaient laissé des plumes.

Fort de plus de 100.000 adhérents, le syndicat de l'enseignement secondaire tunisien constitue le fer de lance de l'UGTT (*Union Générale Tunisienne du Travail*). C'est l'un des syndicats les plus structurés et les plus anciens de l'UGTT avec celui des enseignants du primaire.

Les enseignants ont été parmi les rares travailleurs à faire la grève sous le régime autoritaire de Ben Ali. L'ère post-révolutionnaire (depuis 2011) fut une occasion d'exprimer les revendications enseignantes sur un autre ton. A partir de 2013, le torchon n'a pas cessé de brûler entre le syndicat de l'enseignement secondaire et les ministres de l'éducation qui se sont succédés. La fronde des professeurs a mis dans l'embarras aussi bien le gouvernement que la centrale syndicale.

Depuis que le syndicat a eu comme secrétaire général, Lasaad Yaacoubi, partisan d'une ligne dure envers le pouvoir et le ministère, les conflits se suivent mais ne se ressemblent pas. Yaacoubi n'hésite même pas à défier la centrale syndicale en s'appuyant sur les bases syndicales qui lui ont apporté souvent le soutien nécessaire dans les situations de crise. Considéré comme une tête brûlée dans les milieux syndicalistes et médiatiques, Lasaad Yaacoubi fut une cible privilégiée des attaques ad hominem sur les réseaux sociaux, de la part des journaux, des radios et des chaînes de télévisions inféodés au pouvoir.

Le syndicat enseignant a été très réactif et créatif en inventant des moyens de lutte inédits dans l'histoire du pays, allant des sit-in dans les sièges des directions régionales de l'enseignement, jusqu'aux grèves administratives: non remise des notes aux élèves, abstention de faire passer les examens, etc... Ces actions syndicales ont suscité l'ire des parents d'élèves et l'agacement de l'opinion publique, une opinion chauffée à blanc par les foucades médiatiques de quelques journalistes mal intentionnés.

Ce corps enseignant forme une frange très représentative de la classe moyenne, une classe laminée par l'inflation et la dégringolade de l'économie tunisienne. La grogne des enseignants exprime le malaise de cette classe de travailleurs craignant le déclassement social. Dénonçant la détérioration des conditions de travail suite aux coupes budgétaires, le syndicat pointe du doigt l'état désuet des collèges et des lycées, le manque de moyens matériels et l'absence de véritable réforme éducative.

Le décrochage scolaire a pris des ampleurs très inquiétantes: chaque année près de 100.000 élèves quittent les bancs de l'école sans aucun diplôme, ni formation, constituant de fait un réservoir pour la délinquance le banditisme, la contrebande et le terrorisme.

La déconfiture du système éducatif tunisien risque, à long terme, de sonner le glas de l'école publique et gratuite pour tous.

Le combat des professeurs n'est pas uniquement pour conquérir leurs droits en termes de rémunération et de retraite, mais aussi c'est une lutte par procuration pour une école gratuite donnant les mêmes chances à tous les élèves, notamment ceux des classes populaires et des régions défavorisées.